

23 juin 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la justice sociale comme élément du redressement économique, ainsi que sur la nécessité de la formation et de l'aide à l'investissement, à la mairie d'Alençon, mardi 23 juin 1987.

Monsieur le maire et cher ami,

- Mesdames et messieurs,

- Avec Alençon, j'arrive aux dernières étapes de ce voyage en Basse-Normandie. J'aurai la joie de m'y attarder encore un peu, de pouvoir parler à ceux qui seront mes voisins de table puisque nous nous y restaurerons en commun, et de pouvoir peut-être compenser d'une manière insuffisante la rapidité de ce passage. Mais vous l'avez dit vous-même, monsieur le maire, telles sont les lois du genre, d'un voyage officiel, elles ne m'interdisent pas - nous l'avons déjà fait - de venir vous voir en plus simple appareil et de m'attarder là où cela vous paraîtra nécessaire.

- J'étais assurément très ému de vous accompagner à l'instant dans cette maison de jeunes qui porte le nom de cette petite fille sacrifiée. Il est bon qu'une ville se souvienne, qu'une société tire la leçon. La barbarie tout simplement s'est abattue sur notre pays. Je ne confonds pas le peuple allemand et ceux qui l'on conduit là, mais le combat qui s'était engagé contre cette forme là, barbare, imposant la loi de la mort, et non seulement de la mort, de la torture physique et morale, est trop insupportable pour que chacun d'entre nous, se recueillant devant le souvenir de cette petite Edith, ne songe pas, en même temps à ces milliers et ces milliers de vies ainsi perdues. Seront-elles gagnées pour les autres, pour nous ? Je l'espère, si l'on sait tirer la leçon. Mais que de drames et de souffrances dans le cercle étroit des familles qui ont dû supporter cette peine.

- Je vous remercie de m'avoir ainsi conduit dès mes premiers pas dans la ville d'Alençon, vers, sans doute, cette maison qui résonnera de cris d'espoir, vers cette stèle qui marque un deuil profond. Ceux qui ont vécu ce temps là, dont je suis, ont pu mesurer à chaque instant la nécessité du combat, sa raison d'être profonde. Et ils ne peuvent s'en séparer lorsqu'ayant accédé à des responsabilités il leur faut, à leur tour, mettre en garde, avertir et lutter contre toute déviation de l'esprit qui conduirait de nouveau, sans qu'on n'y puisse rien, à des drames de cette sorte. Il faut donc aussi que les Français le sachent, il n'y a pas de compromis possible avec toutes ces formes de terrorisme, de racisme, d'intolérance, qui vont jusqu'à la mort. Ils emportent ou elles ont emporté pourtant des peuples tout entiers. Attention à la contagion ! Les démocrates français de toute sorte, attachés profondément aux valeurs de leur civilisation, de notre civilisation, aux principes simples, généraux, universels qui inspirent notre façon d'être, il faut qu'ils s'y tiennent et qu'ils ne transigent pas. Nous appliquons la force de nos lois, mais mieux encore, il convient de s'adresser aux consciences et à la grande leçon de l'histoire.

Vous m'avez parlé, monsieur le maire, de votre ville, vous m'avez montré ses faiblesses, comment dirais-je, ses faiblesses organiques. Sa situation géographique en tant que telle ne la condamnait pas à connaître les difficultés que vous m'avez décrites. Mais, il se trouve que les structures, les infrastructures qui dépendent du pouvoir politique, qui dépendent de l'administration, n'ont pas été peut-être équitablement distribuées de telle sorte qu'aujourd'hui, vous souffrez, vous l'avez dit, d'enclavement, et que vous n'apercevez pas clairement les moyens

dont vous disposez pour aborder les temps nouveaux.

- Alençon est une vieille ville, riche d'histoire, on le sait bien. Elle tient encore dans certains de ses monuments le témoignage de ses grandes heures. Mais le problème, surtout pour ceux qui la gèrent, c'est de la préparer à ce que sera la fin de ce siècle et le début de l'autre. Je suis sûr qu'ils sont très attachés aux enseignements du passé, je suis sûr qu'ils aiment la beauté des choses, mais chaque génération doit apporter son lot, son lot civilisateur. La civilisation ne s'arrête pas seulement aux périodes qui ont - comment dirais-je - été présentées à l'humanité tout entière, comme la forme de grandeur de la France. Cela reste à bâtir, cela reste à construire, nous sommes en cours de route. Je voudrais donc qu'il soit possible de vous aider davantage encore, monsieur le maire, vous mesdames et messieurs les conseillers municipaux, vous tous les responsables élus de ce département, pour que cette ville et les autres de cette région, qui peut paraître reculée sans l'être, soient véritablement servies et que la jeunesse soit en mesure, à son tour, de bâtir les éléments de la culture, de la beauté et de la prospérité dont vous avez besoin. Je m'interroge souvent - comme vous-même, et plus encore pendant des voyages de cette sorte, puisque j'entends ce que vous me dites et que je suis conduit naturellement à y réfléchir - sur les raisons, sur les causes du mal que vous avez raison aussi, vous, de dénoncer, en cherchant les remèdes, en les cherchant ensemble. On ne va pas chercher un responsable, on ne va pas dire c'est celui-ci, plutôt que celui-là. Chacun selon ses choix politiques ou ses préférences personnelles détermine sa hiérarchie des valeurs. Mais ce qui est vrai, c'est que nous sommes comptables ensemble de notre histoire et particulièrement de la période qui nous sépare de la deuxième guerre mondiale, comme nous sommes comptables des années qui viennent et que nous avons nous-mêmes, aujourd'hui, à former pour qu'elles puissent répondre aux besoins de la jeunesse.

- Alors, je m'interroge et je me dis : est-ce que la France souffre plus que d'autre, enfin plus que la moyenne des autres, d'un rythme de croissance trop faible ? Oui et non. Oui, la croissance - pour ne pas employer de mots technocratiques - est essentiellement la création de richesses nouvelles. Chaque année on les calcule, le produit du travail, de l'invention, de la création, c'est ce qu'il y a en plus, c'est ce qui s'est ajouté à ce que nous possédions, nous la France. Eh bien, il faut que ce rythme de croissance soit soutenu, non seulement en raison de l'augmentation trop faible de la population, mais aussi en raison des besoins nouveaux. La croissance est trop faible depuis trop d'années. Et en même temps, ce n'est pas l'explication. Voyez l'Allemagne, l'Allemagne fédérale, l'Allemagne de l'Ouest, sur le total de ces dernières années à partir de 1981, la croissance de la France a été supérieure à la croissance de l'Allemagne. On dit, on écrit et on croit le contraire, il faut corriger cette impression. Certes aujourd'hui l'Allemagne, depuis peu de temps, voit redresser sa croissance plus que nous. Mais il faut observer une tranche de la vie d'une nation et sur les six ans qui viennent de s'écouler, les ans que je connais peut-être de plus près, puisque j'y ai été mêlé, la croissance de la France a été supérieure à la croissance de l'Allemagne.

- Qui ont maintenant les -fruits de cette réalité ? Est-ce le rythme de l'inflation ? Oui. Oui et non, mais oui surtout, puisque nous restons depuis longtemps derrière cette même Allemagne, derrière quelques autres avec cependant des progrès. Nous avons reçu une économie française il y a six ans qui avait été à près de 14 % d'inflation annuelle après plusieurs années - six ou sept ans - entre 9,5 et 12 % d'augmentation des prix. Il fallait suivre et c'était une ruine non seulement pour la France, pour les individus car l'inflation c'est une sorte de prime pour les riches, mais c'est un impôt pour les pauvres. L'inflation rongait notre monnaie. Eh bien on l'a réduite de près de 14 % exactement 13,8 jusqu'à un rythme commencé en 1985, et poursuivi en 1986 de 2,5 % d'augmentation des prix, ce qui est raisonnable - et il faudrait maintenant s'y tenir, bien qu'assurément nous ayons à l'époque que nous vivons des difficultés nouvelles - en même temps que baissaient les prix de l'énergie avec une certaine tendance à reprendre l'ascension que nous avons à redouter.

` Suite sur l'analyse des causes structurelles des difficultés économiques en France `

- Est-ce que ce sont les charges salariales et sociales ? J'aurais pu dire oui et non. Je dirai plus

carrément non, je veux dire les charges globales. On peut toujours considérer dans tel secteur ou dans tel autre les ajustements nécessaires. Mais au total les charges salariales et sociales en France sont inférieures à celles des Etats-Unis d'Amérique et de la République fédérale allemande si elles restent malheureusement trop supérieures à celles du Japon. Peut-être aussi le Japon est-il trop inférieur pour son développement social. C'est dire que nous pouvons supporter la comparaison. Il faut assouplir, il faut éviter l'intrusion permanente de l'Etat dans les affaires des citoyens. Il faut harmoniser les fiscalités nationales et locales, régionales, départementales, communales, tout cela est naturellement constamment à faire. Je n'ignore pas le genre de problèmes posés à ceux qui ont la responsabilité - il faut chercher aussi à les comprendre - mais les charges sociales et salariales représentent aussi un acquis que nous avons le devoir de protéger car ce sont les plus faibles et ce sont les plus pauvres qui, une fois de plus, risquent d'en être victimes comme c'est le cas des régions. Faut-il que la richesse aille toujours aux plus riches, faut-il que la pauvreté soit destinée aux plus pauvres ? Ce phénomène que l'on observe souvent entre les individus, on l'observe aussi entre les collectivités parce qu'après tout c'est plus facile. Il faut bien se rendre compte que la crise industrielle - j'emploie le mot crise et vous avez eu raison de dire que ce n'était pas le mot exact, simplement il est compris de tout le monde - c'est le temps que l'on met pour adapter une société aux conditions nouvelles de la science et de la technique. Tel est le cas aujourd'hui de la troisième révolution industrielle. Simplement la crise, le fossé qui s'établit au sein de cette société, il s'agit de le combler le plus vite possible donc d'avoir de l'audace, de l'imagination et de former les jeunes aux disciplines intellectuelles et techniques qui leur permettront d'aller plus vite que nous.\

`Suite sur l'analyse des causes structurelles des difficultés économiques en France`

- La cause essentielle, est-ce la durée du travail ou la trop faible durée du travail en France ? Je dis carrément non. Elle est moins faible cette durée du travail que l'éternelle comparaison, puisqu'il s'agit de notre principal fournisseur et client, avec l'Allemagne fédérale : oui il y a un peu plus d'heures de travail en France qu'en Allemagne fédérale annuellement, s'il y en a moins cependant qu'aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon qui ne sont pas cependant des modèles de législation sociale. Evitons de désigner couches sociales ou professionnelles et pensons que pendant ces dernières années, toujours les années de référence, que je connais parce que je les ai pour une part gérées, c'est la période depuis plus d'un demi siècle où il y a eu le moins de journées de grève, depuis plus d'un demi siècle en France ! Il faudrait naturellement prendre garde aujourd'hui à persévérer dans une attitude de ce type, c'est-à-dire en accroissant les chances du dialogue social. Ce dialogue social répondra à notre attente dès lors que les efforts, les sacrifices mais aussi les profits seront plus équitablement partagés. C'est l'effort d'une société, cela n'a pas commencé en 1974, ni en 1981, ni en 1986, c'est la marche d'une société démocratique qui a été fondée au siècle dernier avec des transformations si profondes qu'on peut comprendre les hésitations des différents pouvoirs. Mais c'est cela la direction générale à laquelle j'invite tous les Français et tous les pouvoirs en France : que les efforts, donc le travail, que l'assistance d'une part mais mieux encore la sécurité, la protection des individus et des groupes sociaux, que les -fruits du travail, les profits soient le plus justement répartis, partagés. C'est en ayant comme cela ce double levier d'une industrie plus puissante, mieux adaptée et d'un mouvement social plus ouvert, d'un progrès social plus évident encore, c'est en les associant étroitement que nous gagnerons cette bataille.

- Je veux le dire parce qu'il serait vain de croire que l'un ou l'autre de ces deux facteurs pourrait être accompli à lui seul. On ne peut partager qu'une richesse existante, il faut donc la produire. On ne peut aussi l'ayant produite, permettre un élan national, qui associe chacun aux victoires nécessaires, que si la justice est dès le point de départ.\

Je voudrais aborder un dernier point car vous aussi vous avez prononcé le mot que j'ai entendu partout, le mot formation. Cette justice commence par le savoir, par l'enseignement. Les plus petits enfants, quel que soit leur statut social, doivent pouvoir y accéder s'ils en ont le moyen intellectuel et s'ils en ont le caractère, l'intelligence et la volonté. Il faut que tout enfant de France ait des chances égales d'accéder aux responsabilités. Mais pour cela il faut leur donner l'instrument. Il faut qu'ils puissent apprendre, il faut donc qu'il y ait des gens pour leur

l'instrument. Il faut qu'ils puissent apprendre, il faut donc qu'il y ait des gens pour leur apprendre. Ces gens qui sont là pour leur apprendre doivent être respectés. Ils remplissent la fonction essentielle d'une société vivante. Il faut que ces enfants formés puissent être suffisamment aptes à toutes les disciplines de l'esprit et à tous les métiers manuels, que l'université, l'enseignement supérieur dans lequel je comprends, cela va de soi, l'enseignement technique supérieur, soient promus par un élan commun si fort et si puissant que nous serons en mesure de disposer de la ressource humaine qu'ils nous proposeront. Et pour proposer l'instrument il faut aussi que chacun y mette du sien. Pour maîtriser les machines modernes, il faut le savoir, ce savoir il faut mieux le distribuer, il faut le pousser plus loin et je me suis réjoui de vous entendre dire que vous espériez avoir, bien que ce soit à une date un peu lointaine, un Institut universitaire de technologie. Tout cela est difficile à mettre en place, on le sait. Il ne s'agit pas de promettre ou de garantir un effort qu'il faut aussi redistribuer entre les départements de France et d'outre-mer, mais en fait, seul le savoir nous permettra de rattraper les retards par rapport aux nations qui l'ont compris plus tôt que nous. Et surtout, ce n'est pas la même chose qu'il faut faire aujourd'hui. Ceux de ma génération ont appris des métiers, ceux des générations suivantes - il y en a déjà au moins deux ou trois - il faut qu'ils apprennent des métiers nouveaux. Il faut même parfois qu'ils apprennent plusieurs métiers, et parmi ces métiers, mesdames et messieurs, laissez-moi insister sur l'un d'entre eux, celui qui permettra aux entreprises de disposer de chefs d'entreprises, de patrons et d'un personnel d'encadrement et d'un personnel d'exécution initiés aux connaissances modernes. Comment voulez-vous exporter nos marchandises qui sont souvent, le plus souvent, de bonne qualité, si on ne sait pas les vendre, si on ne cherche pas à conquérir des marchés sur la surface de la planète, si on ne parle pas les langues étrangères, si on préfère rester chez soi. Quand on songe qu'il y a simplement trois ans en 1984, nous avions un excédent, un solde industriel de 100 milliards de francs, c'était le record absolu. Encore de près de 90 milliards en 1985. Aujourd'hui, nous espérons que cela sera comblé pendant les mois qui viennent, car on ne sait pas encore si nous aurons l'équilibre, ceux qui en ont la charge le recherchent bien évidemment. Mais enfin si l'on arrêtrait les comptes aujourd'hui, nous serions en déficit sur ce même -plan industriel. Et il faut bien songer que sans doute le dollar avec ses variations, son extrême faiblesse, met cette monnaie en mesure de reconquérir des marchés extérieurs. Mais il faut bien se rendre compte que l'ensemble des données qui nous sont fournies ne permettent pas de penser que la plupart de nos entreprises soient équipées comme il convient. Pas assez d'investissements.\

` Suite sur le manque d'investissement d'entreprises `

- J'en discutais récemment avec le Président de la Confédération générale de l'encadrement des cadres `Paul Marchelli`. Il me disait : l'effort doit être porté - je crois qu'il avait raison - en particulier sur la création de nouvelles entreprises. Il faudrait que des femmes et des hommes soient mis en mesure de créer leur entreprise, s'ils en ont naturellement le goût et bien entendu la compétence. Combien de gens sans emploi - de chômeurs - s'attaqueraient à la réalité nouvelle, bâtiraient, construiraient s'ils en avaient le moyen ? Et ce moyen est souvent financier. Il faut donc qu'il y ait - c'est ce que préconise le président de la CGC - des associations entre collectivités locales, entre industriels, entre tous ceux, tous les partenaires, pour qu'on dispose des financements nécessaires mais aussi pour que l'on apprenne le métier nécessaire, l'outil intellectuel et l'outil financier. Il y a des expériences qui sont tentées dans divers départements de France, qui montrent que c'est une voie juste, à condition bien entendu que l'Etat prenne sa part, ce qui veut dire que chaque fois qu'un investissement sera fait dans ce sens, il conviendra qu'il y ait des dispenses d'impôts, qu'on allège la charge pour que ceux qui n'ont rien puissent créer quelque chose.

- Je vous donne cet exemple, il en est d'autres. J'en resterai là pour mon discours. Il faut quand même penser que nous avons depuis quarante ans négligé un certain nombre d'investissements £ réintroduire dans l'entreprise une large part des profits plutôt que de les placer ailleurs ou que chercher des enrichissements plus rapides, c'est là que se situe l'explication des défaillances d'une société qui pourtant possède en son sein de remarquables cohortes de patrons jeunes ou vieux, chefs d'entreprise, dès lors que la condition d'un bon dialogue social les mettrait en

mesure de disposer de bagages, de connaissances industrielles et ferait de la France un pays concurrent, comme il le faudra bien dans moins de cinq ans, lorsque nous nous trouverons projetés sur un Marché intérieur européen où l'on aura vu s'abattre tous les obstacles douaniers. Eh bien nous avons vraiment du pain sur la planche, mesdames et messieurs, il faut y mettre beaucoup d'énergie, il faut y mettre beaucoup de volonté, il ne faut pas croire ceux qui disent qu'il n'y a rien à faire. Selon les moments, cela va bien, cela va mal. Nous subissons le contre-coup des crises mondiales ou bien nous-mêmes nous sommes soumis à nos maladies intérieures dont la pire est la mécontentement. Que vous ayez chacun vos opinions, vos choix, vos préférences et que vous le disiez et que vous le marquiez, par vos bulletins de vote, c'est légitime, c'est nécessaire, je crois à la différence, et c'est de cette différence et de ces diversités que la France tire, j'en suis sûr, un des moyens de sa grandeur, dès lors que prévaut, quand il faut, l'unité, la force de se rassembler sur des objectifs essentiels, peu nombreux, mais les plus importants : reprise sociale, reprise industrielle, force de l'éducation et de l'instruction adaptée aux besoins nouveaux. Croyez-moi, il y a de quoi faire et s'il y a des retards, on les comble. Un pays comme la France l'a montré vingt fois dans son histoire. C'est à notre portée, si nous le voulons. Sachez que nous le pouvons, et si chacun d'entre nous s'en convainc, alors les rendez-vous pour les années futures, les rendez-vous entre Français, nous permettront de constater qu'une fois de plus, peut être gagnée cette bataille. On dit travailler plus, quand on le peut c'est bien, mais travailler mieux, c'est encore mieux aussi, c'est-à-dire adapter exactement son effort aux besoins, faire que chaque personne se sente plus libre, plus forte, qu'elle sache davantage posséder et détenir tous les secrets dont les hommes ont besoin pour dominer, maîtriser la matière, pour que la machine cesse de gouverner l'homme et que ce soit bientôt le contraire.

- Voilà, monsieur le maire, sur votre lancée, c'est vous le coupable, c'est vous qui dans votre exposé m'avez dit : eh bien voilà ! Il faut nous parler de cela. Enfin vous n'avez pas dit cela comme ça, mais c'est ce que j'ai compris. Vos questions ne pouvaient pas rester sans réponse, même si la réponse reste incomplète, faute de temps et je dois le dire peut-être de patience, de ceux qui dans les rues et sur les places attendent de rentrer chez eux. Ce que je ne manquerai pas de faire moi-même à la fin de ma journée.

- Merci en tout cas à toutes et à tous, ceux que je vois ici devant moi, et ceux que je ne vois pas, que j'entends de temps à autre. Merci à vous toutes et à vous tous de l'accueil qui a été réservé par Alençon au Président de la République. J'en prends ma part puisque je le suis. Mais au-delà de la personne, je me réjouis que ce soit la fonction et que ce soit la République et la France aussi, que vous ayez célébrées en cette matinée. Il m'est donc d'autant plus aisé de vous dire maintenant,

- Vive Alençon,
- Vive le département de l'Orne,
- Vive la République,
- Vive la France !\